dix compagnies s'abattirent sur la ligne de Paris à Lyon et à Avignon. Il en sortait de sous terre chaque jour. Les *promesses d'actions*, les *éventualités*, les *titres provisoires*, les espérances, les probabilités s'escomptaient à beaux deniers comptants. Le papier se vendait comme de l'or. Les dix compagnies finirent par se fondre en une seule, et la loi de 1845 leur accorda, à leurs risques et périls, la concession du chemin de fer de Lyon, pour une durée de quarante-un ans. Une seconde compagnie obtint la ligne d'Avignon, avec le fardeau d'un embranchement sur Grenoble et une concession de quarante-quatre ans.

Le fonds social de la première Compagnie fut fixé à 200 millions ; celui de l'entreprise d'Avignon à 150 millions. Le produit des deux lignes devait s'élever, d'après les prévisions, à 20 millions, et la dépense à 340,000 francs par kilomètre.

La charge de l'embranchement onéreux de Grenoble fit reculer la compagnie Talabot. Elle préféra perdre un cautionnement de 10 millions, et se retirer devant l'accomplissement des travaux.

La Compagnie de la ligne de Paris à Lyon se mit bravement à l'œuvre ; cette merveilleuse affaire devait produire des bénéfices magnifiques. Aussi, les actions s'élevèrent-elles rapidement, et les banquiers fondateurs écoulerent sans bruit leurs titres, en réalisant d'énormes profits. Mais bientôt une sourde rumeur se répandit dans la foule des actionnaires.

Les évaluations primitives de l'établissement de la ligne devaient être considérablement dépassées. La panique gagna tous les porteurs d'actions ; leur valeur subit une dépréciation rapide, que la disette des céréales ne fit qu'augmenter. Les versements cessèrent, et bientôt la Compagnie aux abois fut obligée d'implorer l'aide et l'assistance du gouvernement.

La loi du 9 août 1847 lui accorda une prolongation de concession qui pouvait être portée jusqu'à quatre-vingt-dix-neuf ans, en raison de l'excédant des dépenses. La traversée de Lyon, évaluée à 24 millions, fut mise à la charge de l'Etat ; en outre, un prêt devait être demandé, plus tard, aux Chambres, pour faciliter l'exécution des travaux de la Compagnie.

Nous laissons passer sous silence les fluctuations de valeur, dans le cours des actions, pendant les négociations, et les beaux coups de filets que firent les initiés et les habiles ; mais, pour la moralité de la gestion des compagnies, nous devons rappeler comment le Conseil d'administration entendait le maniement de l'argent des actionnaires. On avait fait des appels successifs et accumulé une masse énorme de